

APRÈS LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION, CHADLI S'EXPRIME

«Je voulais instaurer un système parlementaire»

*Peu porté sur l'expression publique, depuis sa retraite politique, l'ancien président de la République, Chadli Bendjedid, sonna, jeudi, à El-Taref, une brusque rupture avec son légendaire silence. Ce qu'il affirma comme préférence pour le système parlementaire, le seul à même d'asseoir la souveraineté nationale se lit, opportunément et à juste titre, comme une dénonciation du coup de force constitutionnel perpétré le 12 novembre dernier.*

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Qu'il ait souvent répondu présent aux cérémonies organisées à l'occasion du 1<sup>er</sup> Novembre et, à chaque fois, filmé en gros plan échangeant un brin d'amabilités avec le président Bouteflika, ne fait donc pas forcément de lui un adepte du pouvoir actuel.

Cette disponibilité procédait de la courtoisie. «Pendant 12

ans, j'ai exercé le pouvoir. Je suis arrivé à la conviction que le système n'est plus valable et qu'il faut le changer pour ouvrir les portes à la jeunesse, et ce, pour qu'elle prenne les rênes du pouvoir et prenne son destin en main.

Et non par la grâce de la légitimité historique. Je voulais instaurer un système parlementaire pour le retour à la souveraineté

nationale et le rétablissement de la confiance entre gouvernés et gouvernants. Je dois dire le vérité devant vous pour les générations futures», a-t-il lâché, comme se soulageant d'un aveu trop longtemps comprimé, lors du colloque organisé à El-Taref sur la vie militante du colonel de l'ALN, Amara Laskri.

Pris dans le contexte actuel, l'aveu du président Chadli se comprend comme une nette démarcation de ce que le président de la République en exercice a tissé comme linéol au principe de l'alternance au pouvoir. Il a affirmé à la fois sa préférence pour un système parlementaire et sa répugnance de la convocation de la légitimité historique pour l'accès et le maintien au pouvoir. Voilà une franche et

assumée contradiction assénée au président Bouteflika qui œuvre à l'instauration d'un régime outrancièrement présidentiel et qui, pour conforter son règne, fait, au besoin, valoir une légitimité historique. Il est vrai que le président Chadli n'a pas parlé comme le ferait un héraut devant une foule qui a besoin d'une surdose d'excitation. Il a parlé calmement et sereinement, à sa façon de gentlemen de dire les choses.

L'assistance, fort nombreuse, qui l'écoula attentivement témoigner ce jeudi, comprit le message : Chadli Bendjedid a attesté, dans une expression bien choisie, de son non-acquiescement au système politique que le président Bouteflika travaille à instaurer. La Télévision nationale,

qui assura une large couverture du colloque, avait, elle également, saisi la portée de la déclaration du président Chadli. Preuve en est que ce qu'affirma Chadli ne figurait pas parmi les morceaux choisis, lors du journal télévisé de 20 heures.

Pourtant, ce n'est pas tous les jours qu'on entend un ancien président de la République, un Chadli Bendjedid de surcroît, commenter l'actualité politique nationale. Les téléspectateurs se seraient suffi, jeudi, d'un double balayage qui faisait apparaître Chadli, quelque peu fatigué, assis au premier rang, à côté du ministre des Moudjahidine, Saïd Abadou.

Sa prise de parole est passée sous silence. Il n'étonne guère, cependant, que l'Unique

agisse de la sorte à l'égard de ceux qui refusent d'exécuter le seul couplet que le pouvoir en place aime entendre : l'appel pour un troisième mandat. En revanche, la sortie de Chadli Bendjedid, elle, est à méditer. Pour deux raisons, au moins. D'abord parce que l'homme n'a pas pour habitude de s'épancher à l'occasion de meetings ou rencontres publiques. En suite, il ne s'est que très rarement fendu d'un commentaire sur l'actualité politique immédiate.

Agira-t-il maintenant qu'il a parlé ? Là est la grande question. Valable aussi pour l'autre président, Liamine Zeroual, objet de sollicitations à rivaliser avec Bouteflika en avril 2009.

S. A. I.

APRÈS UN LONG SILENCE

Chadli lâche ses vérités

*L'ancien président de la République, Chadli Bendjedid, a choisi la tribune offerte par le colloque sur la vie du moudjahid Amara Laskri, dit Bouglez, chef de la base de l'Est de l'ALN, organisé jeudi dernier au centre universitaire, pour sortir de sa réserve et faire part de «ses vérités» sur la révolution de Novembre, les dissensions et les différends des chefs des wilayas historiques avec le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne dont Ferhat Abbas était le président), des «faits» sur la véritable nature de certaines personnalités historiques ainsi que les péripéties de son accession au pouvoir après la mort de Boumediene et sur les événements du 5 Octobre 1988. Répondre aux assertions et aux écrits sans fondement sur l'histoire de la base de l'Est.*

S'adressant à une assistance nombreuse, qui dépassait les 1 000 personnes, composée de moudjahidine, d'étudiants et d'intellectuels, Chadli annoncera d'emblée la couleur : «Je veux rectifier certaines déclarations et écrits qui ont abordé l'histoire de la base de l'Est», avertira-t-il. «Au début de la Révolution, cette région était appelée zone de Souk-Ahras commandée, par ailleurs, par Amara Laskri dit Bouglez. Dès le déclenchement de la Révolution, des dissensions et des différends sont apparus entre deux chefs d'envergure, à savoir Amara Laskri et Mostefa Benaouda.

Le quartier général de la zone de Souk-Ahras a été établi à Béni Salah, distant de 50 à 60 km des frontières tunisiennes, et limitrophe de la Wilaya 2 (Constantinois) et son QG basé à Smando (actuelle localité de Zighout Youcef, ndlr). Il faut savoir que nous avons voulu tenir le congrès de la Révolution, au début, à Beni Salah, puis une autre décision fut prise pour sa tenue dans la vallée de la Soummam. Ledit congrès fut tenu sans la présence de la zone de Souk-Ahras. Lors de ce conclave, le problème de ladite zone fut abordé. Le point de vue des chefs de notre zone a été défendu par le chef de la Wilaya 2. La zone de Souk-Ahras a été décrétée, après la clôture des travaux, zone des perturbateurs, mouchaouchine. La sentence est tombée. On nous a coupé les vivres, l'armement et l'habillement.

Pour faire face à de telles décisions, Amara Laskri décida de procéder à la collecte du liège et à sa vente à des entreprises tunisiennes. Nous avons demandé aux autorités tunisiennes une exonération des taxes. Bourguiba a refusé du fait de nos accointances avec le leader tunisien Salah Ben Youcef. Il faut savoir que l'organisation de Salah Ben Youcef représentait les élites alors que la base de Bourguiba était implantée essentiellement dans les zones rurales. Cependant, Amara Laskri entreprit des contacts avec Krim Belkacem, membre du CCE, à Tunis. Lors de leur rencontre, Krim indiqua que compte tenu de sa superficie, la zone ne pouvait prétendre à devenir une Wilaya. Une autre rencontre a eu lieu dans une ferme appartenant à un Tunisien d'origine algérienne, située entre les villes de Beja et Souk-

Larbaâ. Pour cette rencontre, Krim dépêcha son adjoint Ouamrane. Laskri nous a convoqué (les 3 chefs de région que compte la zone de Souk-Ahras) pour discuter du devenir de la zone avec l'émissaire du CCE. Nous l'avons persuadé que nous avions une organisation disposant de bases et, après avoir informé dans le détail le CCE, la wilaya de Souk-Ahras changea d'appellation pour devenir la base de l'Est. Nous manquâmes de ravitaillements. C'était une solution pour sauver les apparences.»

Les dissensions atteignent leur paroxysme

Evoquant les dissensions entre chefs de wilayas, l'ex-président poursuit : «La crise s'est aggravée et s'est développée. Il y avait une guerre de leadership entre tous les responsables. Par ailleurs, des contacts ont été entrepris avec les chefs de la Wilaya 1 (Aurès). Nous n'étions pas satisfaits par le travail du CCE et du GPRA. Des contacts ont eu lieu également avec la Wilaya 3. Il est impératif de savoir que le trio Krim Belkacem, Ben Tobbal et Boussouf avait une grande influence sur les décisions du GPRA.» «Pour parer aux différends qui prenaient chaque jour des proportions alarmantes, le GPRA a décidé de mettre en place deux commandements : le commandement de l'Est, sous la houlette de Mohamedi Saïd, et celui de l'Ouest, mené par Boumediene et Slimane Hoffman.»

«Le commandement de l'Est et le CCE ont décidé de la dissolution de la base de l'Est avec, comme première décision, l'envoi de Amara Laskri comme attaché militaire à Bagdad. Pendant cette période trouble, le régionalisme a atteint son paroxysme. Après la condamnation à la peine capitale de Abane Ramdane, la direction de la Révolution s'est divisée en deux groupes distincts.

D'un côté, il y avait les Wilayas 1 et 2, en plus de la base de l'Est, et de l'autre côté, les wilayas 4 et 5 et le GPRA. Nous avons voulu changer complètement le trio et le remplacer par le duo Ferhat Abbas et Lamine Debaghine, et ce lors de la réunion de Kef, en Tunisie. Pendant cette période difficile, chaque Wilaya essaya d'influencer le commandement politique à l'étranger. L'armée des frontières, composée de 10 000 djoundi qui n'avaient d'autre fonction



Chadli règle ses comptes «historiques» avec Ben Bella.

que de manger et boire. Il y avait une purge. Beaucoup de responsables ont été arrêtés avec l'aide et les moyens militaires des Tunisiens.»

La promotion Lacoste infiltre l'ALN

Abordant la question des gradés de l'armée française qui ont rejoint la Révolution sur le tard, il révélera avec beaucoup d'ironie qu'il n'y avait pas de confiance entre nous. C'était un climat délétère et de suspicion qui y régnait. Ils nous ont envoyé des gradés déserteurs de l'armée française. Sentant la fin de leur présence sur notre sol, les Français ont préparé leurs suppléants et pour placer leur personnel dans les administrations et autres institutions. Pour la base de l'Est, c'était Khaled Nezzar, et ce en tant que conseiller militaire. L'état major de l'armée a découvert après coup que les gradés de l'armée française sont en réalité des espions travaillant pour le compte du GPRA et des 3 B (*Le Complot des colonels*, c'est le titre d'un livre sur le sujet). Après leur éviction, la confiance est revenue au sein des unités et nous avons pu porter des coups assez forts à l'armée française.»

La prise du pouvoir par l'armée

Poursuivant son témoignage, Chadli dira que «compte tenu des dissensions inconciliables entre les responsables politiques, j'étais convaincu que la seule solution résidait dans la prise du pouvoir par les armes. Je ne voyais pas de solution politique. J'ai rencontré Boumediene sur le territoire de la wilaya d'El-Tarf. C'était, pour nous deux, l'ultime et l'unique solution. Heureusement, les choses se sont déroulées sans que le sang n'ait coulé. Il faut savoir que les Wilayas 3 et 4 ont voulu prendre les armes pour nous empêcher d'entrer dans la capitale. C'est grâce à la sagesse de Mohand Oulhadj, qui avait une

position nationale, que nous avons évité le pire. Nous avons en premier lieu contacté Boudiaf pour qu'il devienne le premier président de l'Algérie indépendante. Ce dernier a refusé au motif qu'il ne voulait pas être sous la tutelle de l'armée. Nous avons par la suite choisi Ben Bella. Tous les problèmes se sont déroulés dans l'est algérien. A l'ouest, il n'y avait rien».

L'accession au pouvoir après la mort de Boumediene

Concernant son investiture à la tête de l'Etat en 1979, à la surprise générale, il précisera que «toutes les responsabilités m'ont été imposées. Boumediene, sentant sa fin approcher, a demandé à ses proches et à certains membres du gouvernement de me confier la direction du pays. Auparavant, il m'avait demandé d'assurer la sécurité de l'Etat. Il faut savoir qu'il y avait 7 postulants à la succession, dont 3 membres du Conseil de la révolution. Ce que je sais, c'est qu'une réunion des chefs militaires a eu lieu dans une école et que l'armée a décidé que moi seul devait succéder à Boumediene».

Le cas Chaâbani

«La fin de la rébellion de Chaâbani contre le pouvoir de Ben Bella a été solutionnée pacifiquement. Chaâbani est retourné à Biskra où je m'étais également rendu en tant que chef de la 5<sup>e</sup> Région militaire. Chaâbani s'est rendu au Sud. Il a demandé de rendre ses armes à Saïd Abid. Un tribunal désigné par Ben Bella a été constitué. Boumediene m'a informé que Ben Bella a exigé sa condamnation à la peine capitale.

Le tribunal était constitué de moi-même, de Bensalem et de Saïd Abid. Ce dernier a demandé à Ben Bella d'épargner la mort à Chaâbani. Il a refusé catégoriquement. «Pas question, il doit être

Photo : New Press

Le cas Tahar Zbiri

Abordant, avec émotion, l'histoire de la tentative de coup d'Etat de Tahar Zbiri pour accaparer le pouvoir en évinçant Boumediene, l'ex-président apportera un éclairage précieux. «J'étais invité à un déjeuner chez Saïd Abid. Au moment du café, il me posa cette question : elle te plaît la situation du pays ? Là j'ai compris que quelque chose était en préparation. Je lui avais indiqué clairement : je ne veux pas que l'armée devienne comme celles des pays du Tiers-Monde. Je lui avais conseillé de poser le problème au Conseil de la révolution.

Dans l'après midi, je me suis rendu au domicile de Tahar Zbiri à El-Biar, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque sur ma position. J'étais contre ! Dans la vie, il faut trancher sur les positions à adopter. J'ai dit à Zbiri : on se connaît et je suis contre la violence. Après, je me suis rendu chez Boumediene, il était dans tous ses états. Un climat délétère régnait. Deux jours après, la tentative a eu lieu. Il faut savoir que des blindés de Chlef voulaient entrer dans la capitale. J'ai placé 2 sections de «bazookistes» à El Afroun pour arrêter leur progression. Tahar Zbiri au pouvoir, cela aurait été une véritable catastrophe. Saïd Abid a été exécuté.

C'est ce que je pense et c'est ce qu'affirme sa femme. Il faut savoir que pendant cette période, Zerdani (ministre du Travail de Ben Bella) était derrière le problème de la wilaya IV. Ben Bella était derrière le problème du groupe d'Oujda. Les officiers de l'armée française derrière le problème de Tahar Zbiri. C'était, en somme, des règlements de comptes au détriment de l'intérêt suprême de la nation.»

Les événements du 5 octobre 1988

«Sur cette question, beaucoup de choses ont été écrites, particulièrement sur les origines de ces événements. Je peux affirmer qu'elles sont fausses ! Il faut savoir que j'ai engagé des réformes pour mettre en place un autre système. Des gens ont eu peur à cause des élections en perspective. J'ai été insulté et accusé à tort. J'ai dit la vérité. Je défie quiconque de dire le contraire. Les générations futures doivent connaître la vérité», a conclu l'ancien président, avant de promettre d'autres révélations sur les véritables tenants et aboutissants de ces événements.

Daoud Allam